

---

# OBSERVATIONS

D'UN DÉPUTÉ,

*Sur la Motion de M. DE CAZALÈS*

---

Cen

FRC

5956

**M.** DE CAZALÈS a proposé d'inviter les assemblées de département à nommer d'autres députés, en fixant le terme où doit finir la présente législation.

M. de Mirabeau a repoussé cette motion avant qu'elle fut développée, parce que nous avons fait le serment de ne pas nous séparer *avant d'avoir terminé le travail de la constitution*, parce que *l'on ne peut pas prévoir quand ce travail sera fini.*

L'assemblée nationale a prononcé qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer.

Aucune autre opinion n'ayant pu être entendue au milieu des cris véhémens, & des mouvemens impétueux qui se sont élevés dans l'assemblée, il étoit inutile de demander la parole; mais je me crois obligé de consigner ici mon avis sur cette motion.

Il est incontestable, comme l'a dit M. de Cazalès, qu'une grande division regne dans l'assemblée, que les esprits sont aigris & s'ai-

griffent de plus en plus ; que toute contradiction d'un avis dominant excite non-seulement un bruit scandaleux dans l'assemblée , mais même les insultes d'une partie de la galerie. — On empêche de parler ; on étouffe la voix des députés qui déplaisent au club des Jacobins ; on ne peut proposer & discuter paisiblement que les motions qui y ont été approuvées ; un cri de fureur s'élève de leur côté , lorsqu'il échappe à l'opinant une expression , un sentiment qui contrarie leurs opinions. Comment les hommes paisibles , & ceux qui se croient opprimés par une telle tyrannie , ne desireroient-ils pas une nouvelle législation ?

Mais nous avons fait le serment de ne pas nous séparer avant d'avoir fini la constitution ; ainsi , quoique le spectacle déplorable que nous donnons à l'Europe ressemble à celui d'un corps mort attaché à un être vivant , il ne peut être question de dissoudre l'assemblée avant qu'elle ait rempli sa tâche , celle de la constitution. Mais n'est-il pas juste , indispensable , d'assigner un terme à ce travail , qui ne peut être prolongé indéfiniment , sans un péril manifeste , pour la chose publique ; car , puisque nous sommes le pouvoir constituant , puisque dans cette hypothèse nous réunissons tous les pouvoirs , la nation ne verra pas long-tems , sans inquiétude & sans effroi , prolonger cette dictature de huit ou dix personnages , auxquels cinq cents obéissent aveuglément , en empêchant tous les autres d'user de leur droit de représentans , pour manifester librement leur opinion. — Si les



provinces s'éclairent, si elles entendent enfin la voix de leurs députés si violemment, si constamment étouffée dans l'assemblée, n'y a-t-il pas à craindre de ce réveil une beaucoup plus forte commotion que du renouvellement de la présente assemblée.

Que signifie l'incertitude annoncée sur l'époque où finira la constitution ? Quoi, dans trois, dans six mois, nous n'aurons pas terminé ? Entend-on par-là que nous devons coopérer à la confection de toutes les loix, de tous les réglemens de détail qui suivent nécessairement l'établissement du nouveau régime, & la destruction de l'ancien ? En ce cas-là, nous en avons pour dix ans. Et si le comité des recherches, & celui des rapports font partie de la constitution, les cinq mille affaires portées à ce dernier comité, journellement recrutées, peuvent nous conduire beaucoup plus loin.

Que signifie l'indignation avec laquelle on a reçu l'observation très-raisonnable & très-constitutionnelle de M. Cazalès, sur le droit qu'ont nos comettans, dans les assemblées d'élection, de s'expliquer sur nos opérations sur la nouvelle constitution ? Nous ne pouvons ni contester, ni compromettre ce droit éminent, vraiment national, seul rempart de la liberté, & sans lequel il seroit égal aux François de subir le joug absolu d'un seul ou de plusieurs délégués.

La motion de M. de Cazalès réduite à ses véritables termes, savoir la fixation nécessaire de l'époque où doit finir la présente législation, & l'invitation aux assemblées d'élection de nommer



## ( 4 )

de nouveaux députés pour nous remplacer à cette époque ; cette motion, dis-je, méritoit donc d'être discutée & décrétée, & la colere avec laquelle elle a été reçue par une partie de l'assemblée lui attirera sans doute l'attention des provinces, auxquelles il importe plus que jamais de choisir des représentans qui puissent s'entendre, se supporter les uns les autres, qui s'assurent réciproquement une parfaite liberté d'opinion, & qui ne prononcent aucun décret dans leur colere.

Si l'on ajoute à ces considérations celle de l'état critique où se trouve le royaume, on sentira dans les provinces la nécessité d'un assortiment autre que celui des députés actuels. Sous quelque rapport & dans quelque systême que l'on juge leurs opinions & leur conduite, il faut absolument pour guérir les plaies de l'état, ou des hommes plus forts, ou des hommes plus patiens dans la recherche des remedes. Ce n'est pas au milieu du tumulte de l'assemblée, des applaudissemens ou des injures de la galerie, que les bonnes loix acquierent l'autorité, la dignité qui leur sont nécessaires, & que les mauvaises pourront être jugées.

---